

MERCREDI 14 DÉCEMBRE 2011

Courrier international

[À la une](#) > [Hebdo n° 1101](#) - [Asie](#) - [Économie](#)

INDONÉSIE • La grève qui mine la Papouasie

Freeport, la plus grande mine d'or à ciel ouvert de la planète, est paralysée par un mouvement social depuis deux mois et demi. Résultat : l'ensemble de la Papouasie tourne au ralenti.

08.12.2011 | A Ponco Anggor | Kompas



Oni Rumaropen, 43 ans, n'en peut plus. Depuis treize ans qu'il s'épuise dans la mine d'or de Freeport Indonesia, située dans le département de Mimika en Papouasie [indonésienne], sa vie ne s'est pas améliorée. Toujours aussi dure. Mais que faire ? Oni, comme des milliers de ses collègues, dépend entièrement du géant minier américain. *"Les gens pensent que nous gagnons des tonnes d'argent parce que nous travaillons dans une mine d'or. Mais la réalité est bien différente."* Avec son salaire et les primes de production, il touche entre 6,2 et 6,7 millions de roupies par mois [entre 500 et 550 euros]. Chaque jour, pendant neuf heures et demie, il manipule un lourd engin mécanique. A 4 200 mètres d'altitude, le manque d'oxygène rend son travail encore plus pénible. Pour éponger ses dettes, pas d'autre choix que de multiplier les heures supplémentaires. Il n'est pas rare qu'il enchaîne ainsi des journées de quatorze heures, ce qui lui permet, les bons mois, de rapporter chez lui quelque 10 millions de roupies [800 euros].

Mais voilà, depuis que des milliers de mineurs sont entrés en grève [le 15 septembre dernier], la situation d'Oni s'est dramatiquement détériorée. Il craint désormais que son rêve d'emménager dans une petite maison bien à lui ne se réalise jamais. A ce jour, l'emprunt qu'il a contracté auprès d'une banque ne lui a permis que de payer les fondations et les murs, sachant que les matériaux de construction coûtent deux fois plus cher en Papouasie qu'à Java. Sans parler de sa santé qui décline. Il n'est pas rare que des mineurs,

une fois à la retraite, dépensent tout l'argent de leur pension en soins médicaux ou même meurent avant d'avoir pu en profiter.

Rien d'étonnant à ce que les mineurs aient trouvé le courage de déclencher une grève et de bloquer l'ensemble des routes d'accès à la mine. Ils réclament une augmentation massive de salaire. Par exemple, 11,6 millions de roupies [950 euros] par mois pour un ouvrier non qualifié – contre aujourd'hui 3,3 millions de roupies [270 euros]. *“C'est juste que nous ne voulons pas être considérés comme de simples outils de production tandis que la compagnie ferme les yeux sur nos conditions de vie depuis des années, c'est tout”*, justifie le porte-parole du Syndicat des ouvriers indonésiens de Freeport, Juli Parorongan. Aucun des employés n'imagine que Freeport puisse quitter le Mimika. Eux dépendent entièrement de l'entreprise. Les 22 000 ouvriers sont originaires des quatre coins de l'archipel, de Sabang [Atjeh, Sumatra] à Merauke [Papouasie] et se sont installés là le plus souvent avec leur famille.

Toute la vie du département de Mimika et même au-delà, de toute la Papouasie, repose sur Freeport. Une dépendance rendue encore plus flagrante depuis la grève. Sur le marché central de Timika [la ville abritant les quartiers généraux de Freeport], les ventes accusent une chute impressionnante et nombre de commerçants sont à deux doigts de mettre la clé sous la porte. Autre exemple : la cessation de l'approvisionnement en kérosène de l'aéroport Mozes Kilangin, à Timika. Freeport, propriétaire de l'aéroport, en détient le monopole. La multinationale américaine refuse de livrer du carburant à d'autres compagnies aériennes tant que ses employés bloquent l'approvisionnement de ses propres avions. Les conséquences de ce blocus se propagent désormais au centre et au sud de la Papouasie pour la simple raison que Timika constitue le centre névralgique du transport aérien vers ces régions. Le pire, c'est que le gouvernement régional est pleinement conscient de l'étendue de cette dépendance vis-à-vis de l'entreprise américaine, mais qu'il ne bouge pas le petit doigt pour tenter d'offrir aux citoyens du Mimika et de Papouasie les moyens de leur autonomie. *“Il faut espérer que les conséquences de cette grève servent de leçon aux autorités pour qu'elles lancent des programmes de développement afin de nous libérer de cette dépendance”*, explique l'administrateur adjoint du Mimika, Abdul Muis. La licence d'exploitation de Freeport expire en 2021. Si à cette date le contrat n'est pas prorogé et si Freeport lève le camp, on peut d'ores et déjà imaginer les jours sombres qui attendent la population du Mimika et même celle de toute la Papouasie.